

L'urgence de Copenhague et l'intolérable sort fait aux moins riches

Il y a urgence pour qu'au prochain sommet de Copenhague les pays s'engagent sur la voie de la sagesse contre le dérèglement climatique. Le sort fait aux millions de personnes qui subissent la crise et qui sont installées dans la pauvreté et la précarité impose la même urgence à trouver des réponses.

En France, à l'heure où se met en place le RSA, on estime que 8 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté (910 euros/mois/personne). Pour cette population qui représente 13 % des Français, les enjeux du sommet de Copenhague sont certainement bien loin de leurs préoccupations. Pour ceux qui ont besoin de l'action caritative pour simplement se nourrir, il est difficile d'entendre que ce sont nos modes de consommation qui sont à changer pour préserver notre planète pour les générations à venir.

Pourtant, si rien n'est fait pour limiter, maintenant, la dépendance de notre société et de notre économie à l'égard de l'épuisement des richesses naturelles, demain, ce seront ces populations les plus pauvres qui paieront la facture la plus lourde. Nos sociétés n'ont plus le choix ; soit elles prennent dès maintenant des mesures, certes contraignantes, mais solidaires pour faire face aux chocs climatique et énergétique soit elles les subiront demain dans l'improvisation et l'injustice.

Pour que la nécessité de sobriété soit entendue, il faut d'abord que les besoins élémentaires soient couverts, nourriture, logement, formation, travail... que les salariés fragilisés aient des conditions de travail plus dignes, des contrats et des parcours professionnels plus sécurisés. On peut penser que le système trouvera toujours de quoi alimenter les désirs de consommation. En même temps, il faut se réjouir de voir combien avance la conscience que la logique du « toujours plus » est un puits d'insatisfaction sans fond.

C'est en installant un véritable débat démocratique qu'ensemble, les citoyens pourront peser davantage sur les choix à faire. Comment l'engager alors que le gouvernement défend bec et ongles sa politique avec le bouclier fiscal, une panoplie de niches fiscales favorisant les fortunés tout en proposant l'augmentation du forfait hospitalier, le travail du dimanche, la traque des accidentés du travail etc. Nous sommes bien loin du partage des richesses, de la justice sociale, conditions essentielles pour nous permettre d'inventer d'autres modes de vie, plus respectueux des hommes de la planète et de la planète elle-même.

Groupe des élus Verts – Contact :
mousseau@mairie-saintnazaire.fr